



# Assemblée générale

Distr. générale  
19 juin 2013  
Français  
Original: anglais

---

## Conseil des droits de l'homme

### Vingt-troisième session

Point 3 de l'ordre du jour

### Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement

#### Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme\*

### 23/6

### Indépendance et impartialité du pouvoir judiciaire, des jurés et des assesseurs et indépendance des avocats

*Le Conseil des droits de l'homme,*

*S'inspirant* des articles 7, 8, 9, 10 et 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des articles 2, 4, 9, 14 et 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et ayant à l'esprit la Déclaration et le Programme d'action de Vienne,

*Rappelant* les Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature, les Principes de base relatifs au rôle du barreau, les Principes directeurs applicables au rôle des magistrats du parquet, les Principes de Bangalore sur la déontologie judiciaire et les Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale,

*Rappelant également* toutes ses résolutions et décisions antérieures, ainsi que celles de la Commission des droits de l'homme et de l'Assemblée générale sur l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire et l'intégrité de l'appareil judiciaire,

*Convaincu* qu'un pouvoir judiciaire indépendant et impartial, un barreau indépendant et un parquet objectif et impartial capable d'exercer ses fonctions en conséquence, ainsi que l'intégrité du système judiciaire sont des préalables indispensables à la protection des droits de l'homme, à la primauté du droit et à la garantie de procès équitables et de l'absence de discrimination dans l'administration de la justice,

*Rappelant* que les procureurs doivent, conformément à la loi, exercer leurs fonctions en toute équité, de manière cohérente et diligente, respecter et protéger la dignité humaine et défendre les droits de la personne, contribuant ainsi à garantir une procédure régulière et le bon fonctionnement de la justice pénale,

---

\* Les résolutions et décisions adoptées par le Conseil des droits de l'homme figureront dans le rapport du Conseil sur sa vingt-troisième session (A/HRC/23/2), chap. I.

*Prenant note avec préoccupation* des atteintes de plus en plus fréquentes à l'indépendance des juges, des avocats, des procureurs et des personnels de justice, en particulier des menaces, manœuvres d'intimidation et ingérences dont ils sont victimes dans l'exercice de leurs fonctions,

*Rappelant* qu'il devrait y avoir dans chaque État un ensemble de recours efficaces pour remédier aux violations des droits de l'homme et que l'administration de la justice, notamment les organes chargés de la répression et des poursuites et, surtout, un corps judiciaire et un barreau indépendants, en pleine conformité avec les normes énoncées dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, est essentielle à la pleine réalisation de ces droits, sans discrimination aucune, et indispensable à la démocratisation et à un développement durable,

*Rappelant également* qu'il est indispensable de veiller à ce que les juges, les procureurs, les avocats et les personnels de justice possèdent les qualifications professionnelles nécessaires à l'exercice de leurs fonctions en améliorant les méthodes de recrutement et de formation juridique et professionnelle et en leur fournissant tous les moyens nécessaires pour leur permettre de remplir convenablement leur mission de garantie du respect de la légalité,

*Soulignant* que les juges, les procureurs et les avocats jouent un rôle crucial dans la défense des droits de l'homme, notamment le droit absolu et intangible de ne pas être soumis à la torture et ou à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

*Reconnaissant* que les ordres des avocats, les associations professionnelles de juges et de procureurs et les organisations non gouvernementales jouent un rôle important dans la défense du principe de l'indépendance des juges et des avocats,

*Soulignant* le rôle que les institutions nationales de défense des droits de l'homme indépendantes et efficaces, conformément aux Principes de Paris, peuvent et doivent jouer dans le renforcement de la primauté du droit et l'appui à l'indépendance et l'intégrité de l'appareil judiciaire,

*Constatant* que l'aide juridique est un élément essentiel d'un système équitable, humain et efficace d'administration de la justice fondé sur la primauté du droit,

*Réaffirmant* sa résolution 17/2 du 6 juillet 2011 sur le mandat du Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, et reconnaissant combien il importe pour la Rapporteuse spéciale de pouvoir coopérer étroitement, dans le cadre de son mandat, avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, y compris dans le domaine des services consultatifs et de la coopération technique, dans le souci de garantir l'indépendance des juges et des avocats,

1. *Appelle* tous les États à garantir l'indépendance des juges et des avocats et l'objectivité et l'impartialité des procureurs, ainsi que leur capacité à s'acquitter de leurs fonctions en conséquence, notamment en prenant des mesures efficaces sur le plan de la législation et sur celui de l'application des lois et les autres mesures appropriées pour leur permettre d'accomplir leurs tâches professionnelles sans subir d'ingérence ni de harcèlement, de menaces ou de manœuvres d'intimidation de quelque nature que ce soit;

2. *Encourage* les États à favoriser la diversité dans la composition des organes du pouvoir judiciaire, notamment en tenant compte d'une perspective de genre, à faire en sorte que les critères de recrutement et la sélection des membres de l'appareil judiciaire ne soient pas discriminatoires, à prévoir un processus de sélection public et transparent, fondé sur des critères objectifs, et à garantir la désignation de personnes intègres et compétentes justifiant d'une formation et de qualifications juridiques suffisantes;

3. *Souligne* que la durée du mandat des juges, leur indépendance, leur sécurité, leur rémunération appropriée, leurs conditions de service, leurs pensions et l'âge de la retraite devraient être dûment garantis par la loi, que l'inamovibilité des juges est une garantie essentielle de l'indépendance du pouvoir judiciaire, que les motifs de destitution doivent être expressément prévus par la loi et assortis de circonstances bien définies, dont les raisons pour lesquelles les juges sont inaptes à poursuivre leurs fonctions pour incapacité ou inconduite, et que les procédures disciplinaires et les procédures de suspension ou de destitution applicables aux juges doivent être conformes à la loi;

4. *Appelle* les États à veiller à ce que les procureurs puissent exercer leurs activités fonctionnelles de manière indépendante, objective et impartiale;

5. *Condamne* tous les actes de violence, d'intimidation ou de représailles commis contre des juges, des procureurs et des avocats, et rappelle aux États qu'ils sont tenus de faire respecter l'intégrité des juges, des procureurs et des avocats, de les protéger, ainsi que leurs familles et leurs auxiliaires, contre toutes les formes de violence, de menace, de représailles, d'intimidation et de harcèlement en raison de l'exercice de leurs fonctions, et de poursuivre ces actes et d'en traduire les auteurs en justice;

6. *Engage* les États, en collaboration avec les entités nationales compétentes, telles que les ordres d'avocats, les associations de juges et de procureurs et les établissements d'enseignement, à dispenser une formation appropriée, y compris une formation aux droits de l'homme, aux juges, aux procureurs et aux avocats, au moment de leur nomination initiale et périodiquement tout au long de leur carrière, en tenant compte du droit régional et international des droits de l'homme et, s'il y a lieu et selon qu'il convient, des observations finales et des décisions des mécanismes de protection des droits de l'homme tels que les organes conventionnels et les cours régionales des droits de l'homme;

7. *Souligne qu'il importe* que les États élaborent et mettent en place un système d'aide juridique efficace et pérenne qui soit compatible avec leurs obligations internationales en matière de droits de l'homme et tienne compte des engagements et des bonnes pratiques pertinents, et veillent à ce que l'aide juridique soit disponible à tous les stades de la procédure pénale, sous réserve de critères d'admissibilité appropriés et conformément au droit international des droits de l'homme;

8. *Prie instamment* tous les gouvernements de coopérer avec la Rapporteuse spéciale et de l'aider à s'acquitter des tâches qui lui incombent, de lui fournir toutes les informations voulues et de répondre sans retard excessif aux communications qu'elle leur adresse;

9. *Invite* la Rapporteuse spéciale à collaborer avec les partenaires intéressés du système des Nations Unies dans les domaines relevant de son mandat;

10. *Engage* les gouvernements à envisager sérieusement de donner une suite favorable aux demandes de visites sur leur territoire émanant de la Rapporteuse spéciale, et exhorte les États à engager avec elle un dialogue constructif sur le suivi et la mise en œuvre de ses recommandations afin de lui permettre d'exercer son mandat avec une efficacité accrue;

11. *Encourage* la Rapporteuse spéciale à faciliter la fourniture d'une assistance technique et de services de renforcement des capacités ainsi que la diffusion de pratiques optimales, notamment en coopérant avec des parties prenantes intéressées et en consultation avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, lorsque l'État concerné en fait la demande, en vue d'établir et de renforcer la primauté du droit, une attention particulière étant portée à l'administration de la justice et au rôle joué par un appareil judiciaire et un barreau indépendants et compétents;

12. *Encourage* les gouvernements qui ont des difficultés à garantir l'indépendance des juges et des avocats et l'objectivité et l'impartialité des procureurs ainsi que leur capacité d'exercer leurs fonctions en conséquence, ou qui sont résolus à prendre

des mesures pour mettre en œuvre ces principes, à consulter la Rapporteuse spéciale et à faire appel à ses services, par exemple en l'invitant dans leur pays;

13. *Encourage* les gouvernements à prendre dûment en considération les recommandations faites par les mécanismes de protection des droits de l'homme établis par l'Organisation des Nations Unies portant sur l'indépendance et l'efficacité du système judiciaire et à veiller à leur mise en œuvre effective, et invite également la communauté internationale, les organisations régionales et le système des Nations Unies à soutenir tous les efforts de mise en œuvre;

14. *Invite* les organismes, fonds et programmes des Nations Unies à poursuivre leurs activités dans les domaines de l'administration de la justice et de la primauté du droit, y compris au niveau du pays à la demande de l'État, encourage les États à tenir compte de ces activités dans les plans nationaux de renforcement des capacités et souligne que les institutions chargées de l'administration de la justice devraient pouvoir compter sur des ressources financières suffisantes;

15. *Encourage* les États à veiller à ce que leurs cadres juridiques, leurs règlements d'application et leurs manuels judiciaires soient pleinement conformes à leurs obligations internationales et à tenir compte des engagements pertinents dans le domaine de l'administration de la justice et de la primauté du droit;

16. *Décide* de poursuivre l'examen de cette question conformément à son programme de travail annuel.

*38<sup>e</sup> séance  
13 juin 2013*

[Adoptée sans vote.]

---